

L'immense défi de la classe politique européenne

Fondation Robert Schuman | 22.11.11 | 11h30

L'accentuation de la crise des finances publiques rapproche l'heure du dénouement pour l'Europe. Le choix semble clair : d'un côté, l'évolution vers un système politico-économique de nature fédéral au niveau de la zone euro, de l'autre le repli national et l'éclatement. Depuis le début de la crise, les leaders politiques européens se sont pourtant efforcés de ne pas choisir en mettant en place des mécanismes de solidarité et de surveillance financière sans pour autant faire le saut fédéral. Mais cet entre-deux est de plus en plus fragile.

Le résultat est un agacement général devant une crise politique et économique qui n'en finit plus. Pire, de nombreux citoyens – mais aussi la Cour constitutionnelle allemande – estiment légitimement que le système de décision actuel, caractérisé par des négociations diplomatiques de la dernière heure entre chefs d'Etat et de gouvernement (dont plusieurs ont d'ailleurs du démissionner de leur fonction), est marqué par un déficit démocratique. Ce déficit alimente la défiance à la fois contre les politiques d'austérité (*"imposées de l'extérieur"* aux Etats fragilisés par la crise) et les politiques de solidarité (dont les citoyens des Etats sollicités pour leur aide craignent qu'elles créent des effets d'aubaine et incitent au laxisme des *"autres"* Etats). Si l'on veut redonner du sens à la politique européenne, il faut remédier sans tarder à cette absence de colonne vertébrale.

L'Europe ne peut se satisfaire que son système politique soit à ce point discrédité qu'il doive emprunter sa crédibilité à une institution indépendante, la Banque centrale européenne (au niveau de la zone euro), et à des technocrates (Mario Monti en Italie et Lucas Papademos en Grèce, et ce malgré le soutien parlementaire dont ils bénéficient). Il faut dès lors que nos hommes et femmes politiques se montrent beaucoup plus audacieux et proposent une réforme fondamentale des institutions européennes. Cette réforme doit avoir pour objet le renforcement du rôle des parlements (nationaux et européens) et la clarification des responsabilités entre les institutions européennes. Dans la continuité de la logique intergouvernementale qui a prévalu au cours de la crise, le dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro (le 26 octobre dernier) a confié une mission de réflexion au président du Conseil afin de renforcer *"l'union économique afin qu'elle soit à la mesure de l'union monétaire"*. Les termes de cette mission sont bien trop imprécis. Et ce type de mission au mandat limité n'a pas donné beaucoup de résultat précédemment.

Pour y remédier, et accroître la légitimité de ce processus, nous proposons un changement de méthode et nous appelons le président du Conseil (Herman Van Rompuy) à associer à ses travaux des parlementaires européens, des parlementaires nationaux et des membres de la Commission. De facto serait ainsi créée une Convention réunissant dans une même enceinte des légitimités complémentaires. Cette convention aurait pour mission de dresser les contours d'un gouvernement économique de la zone euro. Ce gouvernement devrait répondre aux impératifs suivants :

- efficacité économique avec l'inscription des règles de surveillance budgétaire dans les Traités (comme le demande l'Allemagne) et, en contrepartie, le renforcement de la solidarité financière (obligations européennes finançant les nouvelles émissions des Etats membres en contrepartie des mesures d'austérité, plan d'investissement européen, rôle accru de la BCE en soutien du Fonds européen de stabilité) ;
- légitimité démocratique en associant les parlementaires sous la forme d'un Parlement de la zone euro qui réunirait les parlementaires européens de la zone euro ainsi que les présidents des Commissions budgétaires des parlements nationaux et le Président de la Commission des budgets du Parlement européen ;
- lisibilité, en permettant à la zone euro de parler d'une seule voix, ce qui suppose d'une part la fusion du Commissaire européen en charge des affaires économiques et financières et du président de l'Eurogroupe (de façon à créer un Ministre des finances européen) et d'autre part au plus haut niveau la fusion des présidences du Conseil et de la Commission, avec une désignation au suffrage universel.

Les Européens auront-ils le courage de lancer ce débat ? C'est aux responsables politiques et, au-delà, à tous les acteurs qui le souhaitent, de relever un tel défi, dont la difficulté et la portée s'apparentent à celui qu'ont eu à affronter les Pères fondateurs de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais il y a urgence : chaque semaine qui passe dans l'incertitude sur l'avenir de l'Union accroît la probabilité que l'Europe sera contrainte à des choix radicaux dont elle n'aura pas préalablement débattu.

Thierry Chopin est aussi professeur associé au CNAM et enseigne également à Sciences Po et à Mines ParisTech. Jean-François Jamet cosigne Europe, la dernière chance ?, qui vient de paraître chez Armand Colin.

Pour lire l'intégralité de la note, rendez-vous sur le site de la [Fondation Robert Schuman](#)